ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 27 mai 2020 — N° 111
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Donald Aubin.*

- La députée de Westmount-Saint-Louis sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine des services éducatifs à l'enfance*.

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Bénévole de l'année.*

- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : *Chapeau aux ados!*

- Le député de Nicolet-Bécancour sur le sujet suivant : *Hommage à mes concitoyens de Nicolet-Bécancour.*

- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Céline Lefrançois.*

- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Remercier les banques alimentaires et les soupes populaires.*

- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *La réaction à la pandémie par le milieu économique et les gens d'affaires*.

- Le député de Richelieu sur le sujet suivant : *Remerciement pour le réseau scolaire de la circonscription de Richelieu dans le cadre de la COVID-19.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

1) Débat restreint de deux heures sur les crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2021, conformément à l'entente sur la reprise graduelle des travaux parlementaires adoptée le 13 mai 2020, ce débat étant assimilé à un débat sur un rapport de commission et devant avoir lieu au plus tard le 12 juin 2020.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

2) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

3) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**

4) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **11 février 2020**

5) Projet de loi n° 45
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**

6) Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **14 novembre 2019**

7) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**

8) Projet de loi n° 50
Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **6 février 2020**

9) Projet de loi n° 51
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **28 novembre 2019**

10) Projet de loi n° 52
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 3 décembre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **10 mars 2020**

11) Projet de loi n° 53
Loi sur les agents d'évaluation du crédit
Présenté par le ministre des Finances le **5 décembre 2019**

Étude détaillée en commission

12) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

13) Projet de loi n° 29
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

14) Projet de loi n° 32
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le 13 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2019
Principe adopté le **6 novembre 2019**, et
Rapport de la Commission des institutions déposé le **26 mai 2020,** et
Renvoyé à la commission plénière

15) Projet de loi n° 42
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2019
Principe adopté le **19 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

16) Projet de loi n° 44
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 31 octobre 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 6 février 2020
Principe adopté le **19 février 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

17) Projet de loi n° 18
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le 26 septembre 2019, et
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens déposé le **11 mars 2020** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

18) Projet de loi n° 15
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le 19 septembre 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le **20 février 2020**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

19) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

20) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

21) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

22) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

23) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

24) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

25) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

26) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**

27) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

28) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

29) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**

30) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

31) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

32) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

33) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**

34) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

35) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**

36) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**

37) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

38) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

39) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**

40) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes aînées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

41) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

42) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**

43) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

44) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

45) Projet de loi n° 210
Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne
Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

46) Projet de loi n° 211
Loi concernant SSQ Mutuelle
Présenté par la députée de Jean-Talon le **26 mai 2020**, et
Renvoyé à la commission plénière

47) Projet de loi n° 212
Loi concernant La Capitale Mutuelle de l'administration publique
Présenté par la députée de Jean-Talon le **26 mai 2020**, et
Renvoyé à la commission plénière

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

48) Crédits de l'Assemblée nationale pour l'année financière se terminant le 31 mars 2021 renvoyés pour étude en commission plénière le 26 mai 2020, conformément à l'entente sur la reprise graduelle des travaux parlementaires adoptée le 13 mai 2020, cette étude devant avoir lieu au plus tard le 12 juin 2020

49) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2021 renvoyés pour étude, sans mise aux voix, aux commissions permanentes le 26 mai 2020, conformément à l'entente sur la reprise graduelle des travaux parlementaires adoptée le 13 mai 2020, cette étude devant avoir lieu au cours de la semaine commençant le 17 août 2020

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

50) 26 mai 2020
Motion de la députée de Saint-Laurent

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse que le confinement découlant de la pandémie de la COVID-19 a eu un impact profond sur le quotidien des élèves québécois;

QU'elle reconnaisse que la poursuite à distance des activités scolaires et éducatives s'est déroulée de façon inégale et que tous les élèves n'ont pas reçu le même niveau de service;

QU'elle reconnaisse que des retards importants et un recul de leurs acquis ont notamment pu être encourus par les élèves les plus vulnérables;

QU'elle rappelle que selon plusieurs experts, le niveau d'anxiété chez les jeunes du Québec connaît une hausse importante;

QU'elle demande au gouvernement du Québec d'offrir aux élèves du Québec un accès à des services de soutien, notamment en psychologie, en orthophonie ainsi qu'en orthopédagogie, et ce tout l'été, en vue de la rentrée scolaire 2020-2021 et que ces services soient désormais offerts de façon continue;

QU'enfin, elle demande au gouvernement du Québec de mettre sur pied une période de perfectionnement volontaire d'une durée de trois semaines pour tous les élèves, en priorisant les élèves graduant du niveau primaire au niveau secondaire et du secondaire au niveau collégial afin de leur permettre de compléter certains apprentissages susceptibles de favoriser leur réussite scolaire et d'assurer une meilleure transition.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 62
Loi n° 2 sur les crédits 2020-2021
Adopté le **26 mai 2020**

Projet de loi n° 63
Loi n° 3 sur les crédits 2020-2021
Adopté le **26 mai 2020**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en suivi de la recommandation 3.2 du 40e rapport sur l'imputabilité de la Commission de l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».

- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Consultations particulières :
- **Projet de loi n° 50**, Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw (mandat confié le 12 mars 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :
- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 51**, Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail (mandat confié le 11 mars 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

- Débat sur les crédits supplémentaires nº 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2020 adoptés le 17 mars 2020 (mandat confié le 17 mars 2020)

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23,** Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 42,** Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures (mandat confié le 19 novembre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29,** Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44,** Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (mandat confié le 19 février 2020).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

118) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **4 février 2020**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Comme le souligne le Protecteur du citoyen dans son rapport sur le Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais – Hôpital de Hull, daté du 11 octobre 2018 : « […] toute personne a le droit de recevoir des services de santé adéquats et de façon personnalisée et sécuritaire […] » Il recommande, suite à son enquête, que « l'interdiction complète du port de parfum s'applique au personnel de l'urgence de l'hôpital de Hull. »

En effet, plusieurs ingrédients entrant dans la composition des fragrances peuvent causer ou aggraver des conditions de santé telles que l'asthme, l'eczéma, l'hypersensibilité chimique multiple, les sinusites et les migraines. Ainsi, certaines personnes malades ont de la difficulté à avoir accès à des soins de santé parce qu'elles ne peuvent supporter les produits chimiques contenus dans différents produits comme les eaux de Cologne, les lotions après-rasage, les fixatifs, les savons et les parfums.

En 2015, au Québec seulement, Statistique Canada répertoriait 173 500 personnes diagnostiquées comme souffrant d'HCM/MCS. Ce nombre a grimpé à 230 500 en 2016.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec a elle-même déclaré que : «[…] la définition du motif handicap dans la Charte des droits et libertés de la personne retenue par notre Commission ainsi que l'interprétation de ce motif par les tribunaux du Québec est suffisamment large et ouverte pour que les personnes qui souffrent d'hypersensibilité environnementale puissent invoquer ce motif.»

Le Journal de l'Association médicale canadienne (JAMC) publiait, dans son éditorial du 3 novembre 2015 : « Beaucoup de pratiques qui sont acceptables ailleurs ne le sont pas dans les hôpitaux, comme l'application de parfums artificiels sur le corps [… Il n'y a donc pas lieu de continuer à tolérer les parfums artificiels dans les hôpitaux […]. Il devrait être interdit de porter des parfums artificiels dans tous les hôpitaux, ce qui favoriserait la sécurité des patients, du personnel et des visiteurs. »

Selon l'Association pour la santé environnementale du Québec (ASEQ) : « Au Canada, des politiques ont été mises en place dans plusieurs hôpitaux ou établissements gouvernementaux, où les visiteurs, patients, professionnels de la santé et autres membres du personnel sont tenus de ne pas utiliser de produits contenant des fragrances. »

L'ASEQ s'est récemment adressée au Ministère de la Santé et des Services sociaux pour lui demander la création de soins de santé au Québec sans fragrances. Le 13 novembre dernier, la sous-ministre, Mme Lucie Opatrny, répondait à l'ASEQ qu'il revient aux employeurs de se doter d'une politique sans parfum. Le 2 décembre 2019, ils ont reçu une nouvelle lettre, signée par le sous-ministre M. Yvan Gendron, leur refusant une rencontre sous prétexte que le ministère venait de confier « à l'Institut national de santé publique du Québec le mandat d'effectuer une analyse rigoureuse de la littérature scientifique.»

Mes questions à la ministre sont les suivantes :

- La ministre reconnaît-elle qu'au moins 3,2% des Québécois et Québécoises souffrent d'hypersensibilité environnementale?
- La ministre croit-elle qu'il est judicieux de s'en remettre uniquement aux employeurs alors qu'il est question de la santé de plusieurs citoyens du Québec?
- La ministre pourrait-elle, si elle le souhaitait, mettre en place des politiques sans-fragrances/parfums dans les différents établissements de soins de santé du Québec?
- Si oui, quelles raisons évoquerait la ministre pour ne pas aller de l'avant avec une telle politique pouvant faciliter l'accessibilité au système de santé ?
- Sinon, quelles mesures la ministre pense-t-elle mettre de l'avant pour permettre à ces personnes vulnérables d'avoir accès au milieu des soins médicaux?
- En 2012, le ministre de la Santé, M. Yves Bolduc, a confié le mandat au Dr Gaétan Carrier de l'INSPQ de rédiger une revue de littérature sur

l'hypersensibilité chimique multiple : la ministre peut-elle nous dire à quelle étape en est rendue la rédaction?

- La ministre peut-elle nous renseigner sur l'échéancier que doit respecter l'Institut national de santé publique du Québec pour le dépôt de son rapport?
- Puisque l'expertise dans ce domaine est rare et qu'il est primordial que la revue littéraire soit évaluée par des pairs, la ministre peut-elle nous donner les noms et le champ d'expertise des réviseurs?

123) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **18 février 2020**
À la ministre de la Justice

La confiance des citoyens à l'égard de notre système judiciaire dépend en grande partie de l'accès à la justice. Bien qu'un certain rattrapage ait été effectué au cours des dernières années, le seuil d'admissibilité à la gratuité de l'aide juridique se trouve toujours bien en dessous du seuil d'un revenu viable pour un citoyen vivant seul.

Selon une étude de l'IRIS, le revenu viable moyen pondéré pour une personne seule s'élevait à 26 721 $ en 2019, alors que le barème d'admissibilité à l'aide juridique gratuite pour une personne seule s'élève à 22 750$ depuis 2019. Un individu vivant à la limite du revenu viable devra quant à lui débourser 400$ pour avoir accès à l'aide juridique. La justice devient donc trop souvent un luxe difficilement accessible pour les plus démunis de notre société.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre s'engage-t-elle à revoir à la hausse les barèmes d'admissibilité à l'aide juridique gratuite?

132) M. Derraji (Nelligan) – **13 mai 2020**
Au ministre de l'Économie et de l'Innovation

L'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises a été annoncée le 15 avril 2020, à la suite de la prise de conscience dont les PME du Québec n'étaient pas bien couvertes par le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE). La situation actuelle de certaines entreprises laisse croire que l'aide offerte n'est toujours pas suffisante, et donc que certaines entreprises qui étaient en santé financière avant la crise sanitaire risquent maintenant devoir fermer leurs portes faute de liquidité.

Quels sont les critères ayant permis au gouvernement de séparer les sommes telles qu'elles l'ont été dans le cadre de cette aide d'urgence? Pourquoi ces critères précisément?

Combien d'entreprises à ce jour ont reçu des prêts par l'entremise de cette aide financière?

Dans quel secteur d'activité ces entreprises pratiquaient-elles leurs activités?

Du 150M$ prévu, quelles sommes ont déjà été décaissées?

Est-il prévu qu'une partie de l'aide devienne des contributions non remboursables pour les PME, comme l'a fait le gouvernement fédéral?

133) M. Derraji (Nelligan) – **13 mai 2020**
Au ministre de l'Économie et de l'Innovation

Le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) a été mis sur pied par le gouvernement du Québec le 20 mars 2020.

Dans le cadre de ce programme, le gouvernement souhaite offrir des prêts et des garanties de prêts par l'entremise de son bras financier, Investissement Québec, d'une valeur supérieure à 50 000$. Cette aide financière n'est pas adaptée à toutes les entreprises du Québec, et une jeune pousse, une PME familiale, par exemple, ne peut pas nécessairement engranger un crédit de 50 000$ supplémentaire, et ce, sans égard à la santé financière de l'entreprise.

Ainsi, le ministre peut-il nous indiquer combien d'entreprises ont pu bénéficier de ces prêts ou garanties de prêt par Investissement Québec?

Quel est le montant moyen des prêts ou garanties de prêts octroyés jusqu'à maintenant?

Quel est le taux d'acceptabilité des dossiers dans le cadre de ce programme?

Quelle est la taille moyenne des entreprises ayant obtenu un prêt ou une garantie de prêt?

Est-il prévu de revoir ce programme afin de, à l'instar du gouvernement fédéral, transformer une partie de prêt, en prêt non remboursable?

134) Mme Nichols (Vaudreuil) – **13 mai 2020**
À la ministre de la Sécurité publique

Les Centres de détention du Québec doivent aussi faire face à la pandémie de COVID-19 avec les réalités particulières que sont les leurs. Malgré les quelques mesures mises en place, des éclosions ont rapidement eu lieu, mettant en danger tant les détenus que les agents correctionnels et autres professionnels dans le milieu carcéral.

La ministre a annoncé avoir mis en place certaines mesures, mais force est de constater que celles-ci n'ont pas été suffisantes pour calmer la situation.

Le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec dit craindre pour la sécurité de ses membres tant à cause de la pandémie, qu'à cause du climat de violence dans certains établissements.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer quelles mesures ont été mises en place pour augmenter la sécurité des agents de la paix et autres professionnels dans les établissements depuis le 13 mars dernier?

135) Mme Nichols (Vaudreuil) – **13 mai 2020**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le 3 avril dernier, après plusieurs mois d'attentes, les ministres des Affaires municipales et de l'Habitation, de l'Énergie et des Ressources naturelles et de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ont publié le Plan d'action de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.

Le plan contenait 23 mesures accompagnées d'un investissement de 479M$.

Dernièrement, des MRC ont adopté des résolutions pour demander le maintien des montants rattachés au Plan des inondations. En effet, celles-ci avaient appris que le gouvernement projetait de couper le financement attribué à certaines mesures, dont la mesure 10 du Plan, soit la mise en place de mesures de résiliences et d'adaptation face aux inondations.

Est-ce que la ministre peut confirmer que des sommes ont déjà été coupés de son Plan d'action et indiquer et détailler quelles mesures seront affectées ?

136) M. Barrette (La Pinière) – **13 mai 2020**
À la ministre déléguée aux Transports

Grâce à l'appui unanime de tous les parlementaires de l'Assemblée nationale, exprimé à deux reprises depuis 2017, le Québec intégrera sous peu la Stratégie nationale de construction navale. Il s'agit du plus ambitieux programme de renouvellement de la flotte fédérale depuis la Seconde Guerre mondiale avec un budget de plus de 100 milliards de dollars.

Le gouvernement fédéral a clairement beaucoup d'ambition pour l'industrie canadienne de la construction navale, mais quelles sont les ambitions du gouvernement du Québec à l'égard de sa propre industrie de la construction navale?

Le récent budget déposé par le gouvernement ne contient aucune mesure spécifique concernant l'industrie de la construction navale. Cependant, lorsque l'on considère le nombre de traversiers que le gouvernement du Québec aura à construire au cours des prochaines années, il est légitime de se demander l'importance qu'aura la construction navale dans la nouvelle Stratégie maritime du Québec que ce gouvernement tarde à dévoiler.

Il est évident que le Québec doit en faire plus pour promouvoir l'expertise de son industrie maritime au Canada et en Amérique du Nord. Cet effort supplémentaire passera obligatoirement par une politique québécoise cohérente et soutenue en faveur de l'industrie maritime du Québec et, plus spécifiquement, du domaine de la construction navale.

La réussite de cette stratégie passe par la création d'une grappe maritime impliquant les fournisseurs d'équipements, les concepteurs de navires, les services professionnels externes et, plus largement, l'appui du gouvernement du Québec à la recherche et au développement ainsi qu'à l'éducation maritime de la population.

La ministre peut-elle nous confirmer quel rôle occupera l'industrie de la construction navale au sein de sa nouvelle Stratégie maritime du Québec?

137) Mme Weil (Notre-Dame-de-Grace) – **13 mai 2020**
À la ministre de la Justice

La situation d'urgence qu'a amenée la pandémie actuelle a justifié les ministres de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation et de l'Enseignement

supérieur à devancer la diplomation de certains étudiants, nécessaires à l'effort collectif en première ligne. C'est ainsi que des établissements collégiaux et les Ordres professionnels se sont retrouvés devant un casse-tête important pour s'assurer que les étudiants visés obtiennent tout de même toutes les compétences et acquis nécessaires pour exercer leur profession. Les derniers stages de ceux-ci se sont retrouvés annulés par la fermeture des établissements d'enseignement.

Le stage final peut être majeur dans le parcours d'un étudiant et bien que leur arrivée sur le marché du travail soit urgente actuellement, il est fondamental, d'un point de vue de protection du public, de s'assurer qu'à moyen terme, ces étudiants auront pu acquérir toutes les compétences nécessaires à l'exercice de leur profession.

La ministre de la Santé et des Services sociaux a affirmé plusieurs fois que des ententes à cet effet avaient eu lieu avec les Ordres professionnels concernés.

La ministre peut-elle détailler quelles mesures ont été prises pour s'assurer de l'acquisition et de la vérification de ces compétences par les étudiants ?

Quelles sont les actions posées par l'Office des professions pour s'assurer que ces mesures soient équitables, cohérentes et uniformes pour tous les étudiants nouvellement diplômés ?

Quels sont les Ordres qui se sont vu permettre l'émission de conditions supplémentaires aux diplômes ?

138) Mme Maccarone (Westmount-Saint-Louis) – **13 mai 2020**
À la ministre de la Justice et responsable de la lutte contre l'homophobie

La pandémie actuelle a isolé plusieurs Québécois et Québécoises. Ces situations ont fait naître d'importantes questions et accentué les problématiques de stress, d'anxiété et de panique chez de nombreux citoyens. Les personnes LGBTQ+ font face à des défis particuliers.

Une étude démontre d'ailleurs que les populations LGBTQ+ vivent davantage de mises à pied, de répercussions sur leur santé mentale et physique, et ont plus souvent une situation financière précaire.

Les personnes LGBTQ+, de par l'historique difficile de leurs luttes, préfèrent se retourner vers des services offerts par des organismes de leur communauté. La situation de pandémie a augmenté considérablement la demande pour ces

organismes. Leurs employés et bénévoles, en plus d'être spécialisés en interventions propres aux communautés LGBTQ+, se sont retrouvés à être des acteurs de ligne dans une crise de santé publique et ont dû adapter considérablement leurs services.

Face à des besoins urgents et des pertes de revenus importantes, plusieurs organismes craignent pour leur survie.

La ministre peut-elle nous indiquer quelle aide spécifique aux communautés LGBTQ+ a été octroyée par le gouvernement du Québec depuis le début de la pandémie pour adapter les services et à faire face à la perte de revenus ?

La ministre s'engage-t-elle à créer un fonds d'urgence COVID-19 pour les organisations LGBTQ+ afin de s'assurer que ces populations, parmi les plus fragilisées, soient soutenues et desservies adéquatement?

139) Mme Melançon (Verdun) – **13 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

La politique culturelle du Québec a été déposée par le gouvernement du Québec le 12 juin 2018. En plus de prévoir plus de 600M$ sur 5 ans, cette politique prévoit également la révision des deux lois sur le statut de l'artiste.

Le 9 décembre dernier, la ministre a annoncé que l'honorable Liza Frulla et Mme Louise Beaudoin mèneront un exercice de consultation. Il a été précisé qu'elles auront le mandat de rencontrer les regroupements concernés par la révision des lois et de recueillir leurs points de vue, demandes et recommandations. De plus, il est mentionné que les coprésidentes devront déposer un rapport proposant des solutions à la ministre de la Culture et de Communications à l'été 2020.

En mars dernier, le Ministère de la Culture et des Communications publiait sur son site Web qu'il reportait les consultations préliminaires, incluant les consultations en ligne et les audiences sur invitation jusqu'à nouvel ordre.

Étant donné la situation actuelle, est-ce que la ministre peut nous détailler les répercussions de ce report sur les travaux de révision et nous déposer les scénarios de reprises des travaux incluant les échéanciers ?

140) Mme Melançon (Verdun) – **13 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Lors de la lecture du budget 2020-2021, le ministre des Finances a annoncé un plan de valorisation du patrimoine bâti du Québec. Les documents budgétaires précisent que les immeubles seront acquis, restaurés, convertis et aménagés à des fins culturelles.

Est-ce que la ministre peut détailler le type de bâtiments visés par cette mesure, la liste des bâtiments qui seront acquis, le plan d'acquisition et les échéanciers ?

141) M. Rousselle (Vimont) – **13 mai 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Entre le 2 avril dernier et le début du mois de mai, le gouvernement a annoncé des augmentations salariales de toutes sortes pour une période temporaire. Le lendemain, il mettait en place le Programme incitatif pour la rétention des travailleurs essentiels (PIRTE) offrant 100$ par semaine à ceux qui en ont le plus besoin.

Encore une fois, le PIRTE est une mesure temporaire annoncée le 3 avril et qui sera appliquée seulement le 27 mai. Plus tard, il a été question que certaines hausses soient finalement permanentes pour certains travailleurs. Le Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) est une autre mesure intéressante, mais plusieurs entreprises se questionnent sur les organismes de formation exigibles. Seule une liste « non exhaustive » est accessible sur le site web du programme.

1. Pour quelles raisons faut-il plus de 7 semaines pour mettre en application le PIRTE qui vise simplement à mettre de l'argent dans les poches de ceux qui en ont le plus besoin?

2. Étant donné que le premier ministre souhaite maintenant bonifier les conditions de travail des « anges gardiens » de façon durable, quelles mesures seront maintenues comme conditions de base?

3. Au sujet du PACME, pourquoi ne pas mettre à jour les institutions d'enseignement et les formations admises à la suite d'une demande de leur part?

4. Quels sont les délais de certification à la CNESST pour ces centres de formation voulant offrir leurs services aux entreprises dans la cadre du PACME?

142) M. Rousselle (Vimont) – **13 mai 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

On le sait, la pandémie de la COVID-19 a affecté grandement tous ceux et celles qui sont impliqués de près ou de loin avec le réseau de la santé. Au sujet de ces travailleuses et travailleurs que nous surnommons maintenant comme étant nos « anges gardiens », le premier ministre s'est excusé une fois de plus de ne pas avoir amélioré leur sort plus rapidement.

Plusieurs mesures temporaires ont été annoncées, cependant il semble y avoir des problèmes majeurs dans l'application et des injustices qui s'installent. Alors que le contexte nécessite la collaboration et que le premier ministre demande à tous de faire preuve de solidarité, il semble y avoir des déchirements. Plusieurs agences de placement bien intentionnées sont pénalisées, se sentent méprisées par le gouvernement, désavantageant ainsi nos anges gardiens. Effectivement, les médias rapportent des potentiels recours réglementaires ou juridiques de la part de la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Le 7 mai dernier, le président du Conseil du Trésor indiquait que les activités des agences de placement visant à combler ces emplois étaient un « mal nécessaire », ce qui a été très mal perçu pour certaines agences de placement. En janvier, le ministre du Travail a modifié le règlement encadrant les agences de placement et il semble que ce règlement est incompatible avec le contexte et les nouvelles mesures temporaires annoncées. À l'époque, le règlement était déjà juridiquement contesté. Autre exemple, alors que dans un contexte où le gouvernement s'engage à augmenter le salaire des anges gardiens, celui-ci dénonce que certaines agences offrent un taux déjà supérieur.

Mes questions pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont les suivantes :

1. Dans le contexte des impacts des décisions faites et à venir, est-ce que le ministre juge que son règlement est mal adapté ou à risque de l'être et ainsi nécessite une réforme?

2. Dans le même ordre d'idée que l'appel général du premier ministre à la collaboration et à la solidarité, serait-il nécessaire de revoir ce règlement en collaboration avec les agences de placement afin de trouver une solution consensuelle à ce conflit qui dure depuis plusieurs mois?

3. Est-ce que les anges gardiens issus des agences de placement ont accès aux mesures annoncées? Si oui, comment le tout se concrétise-t-il?

4. À la suite des propos du président du Conseil du trésor, j'aimerais connaitre la vision du ministre au sujet de l'avenir des agences de placement au Québec?

143) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **13 mai 2020**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

L'industrie forestière a été négativement affectée par la dernière crise ferroviaire. Maintenant, c'est la crise sanitaire qui frappe fort à bien des niveaux. Le gouvernement a pris plusieurs décisions pour amoindrir les effets négatifs en considérant le secteur des produits de bois et des travaux sylvicoles comme des services essentiels par exemple. Par contre, la baisse générale de la demande en matière de bois de construction, de papier, en plus de la fermeture des frontières et du ralentissement des échanges économiques n'est pas négligeable. Plusieurs travailleurs sont tout de même mis à pied en raison du ralentissement économique.

Une nouvelle menace s'ajoute avec la nouvelle décision de la Société de protection des forêts contre les incendies et les maladies (SOPFIM), qui annonce l'annulation de sa saison de traitement contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Malgré que le Québec soit sur pause et reprend ses activités progressivement, cet insecte ne ralentira pas ses dommages sur notre forêt.

Alors que le gouvernement prend des décisions de déconfinement et enclenche la réouverture de plusieurs secteurs de notre société comme les écoles et le marché du travail en général, la SOPFIM agit à l'inverse pour ses activités de juin à juillet. Syndicats, municipalités, organismes environnementaux et autres critiquent cette décision. L'année dernière, le ministère révélait que plus de 9,6 millions d'hectares étaient infectés et que la hausse était constante depuis 10 ans.

En novembre 2019, il était question de confirmer les pulvérisations afin de protéger l'habitat de l'espèce du caribou montagnard dans les forêts matures.

Ainsi donc, j'aimerais connaître du ministre :

1. Pour quelle raison la SOPFIM ne semble-t-elle pas être considérée comme un service essentiel alors que les travaux sylvicoles le sont?

2. Pourquoi laisser la SOPFIM annuler ses activités si nous considérons que le reste de la province est en mode de reprise de ses activités?

3. Le ministère, ainsi que la SOPFIM argumentent qu'une année de moins en traitement n'aura pas d'impact substantiel, alors pourquoi est-il nécessaire de faire des interventions annuelles à un problème grandissant selon la tendance?

4. Quel est l'impact pressenti de cette décision pour la protection du caribou montagnard et quelles sont les décisions envisagées pour protéger ces troupeaux?

5. Quels sont les impacts prévus en matière de perte en bois et financière pour l'industrie?

144) Mme Perry Mélançon (Gaspé) – **26 mai 2020**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Depuis février 2018, la municipalité de Grande-Vallée s'inquiète pour l'avenir du bureau de protection de la faune situé sur son territoire. Elle interpelle constamment, mais en vain, le gouvernement à ce sujet.

Rappelons que l'inquiétude est née à la suite du départ à la retraite d'un premier agent de la faune, qui n'a jamais été remplacé. Depuis, le second agent en poste a également pris sa retraite. Par conséquent, désormais, le bureau de protection de la faune de Grande Vallée n'est desservi que par des agents provenant des bureaux de Gaspé et de Sainte-Anne-des-Monts, situés respectivement à 95 et à 112 kilomètres de la municipalité.

En réponse aux inquiétudes des élus régionaux, qui réclament le retour d'un service digne de ce nom à Grande-Vallée, le ministère évoque un manque de personnel touchant toutes les régions du Québec, et assure que l'offre de services au bureau de Grande-Vallée n'en souffre pas.

Cependant, nous savons que malgré toutes les démarches et les relances effectuées, le bail du bureau n'a jamais été renouvelé par le ministère. De plus, aucun nouvel agent n'a été embauché dans ce lieu hautement fréquenté par les chasseurs et pêcheurs. Tout cela, vous en conviendrez, laisse planer un doute sérieux quant à la réelle volonté du ministère de maintenir ce bureau ouvert.

Ma question est la suivante :

• Est-ce que le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs s'engage à signer, dans les meilleurs délais, un bail pour le bureau de protection de la faune de Grande-Vallée, et à y mettre en place les ressources nécessaires pour le déploiement d'un service adéquat sur le territoire?

145) M. Benjamin (Viau) – **26 mai 2020**
Au premier ministre

La pandémie du coronavirus, la mise en pause du Québec ainsi que la multitude de mesures sanitaires et de prévention qui y sont reliées représentent une réalité inhabituelle pour l'ensemble des Québécois et Québécoises. Cette situation n'est pas sans impact sur les jeunes et tous les enjeux jeunesse.

Selon « l'enquête québécoise sur la santé de la population », publiée par l'institut de la statistique du Québec, les jeunes représentent un groupe vulnérable du point de vue de la santé mentale puisque la transition vers la vie adulte se vit rarement sans stress. En 2014-2015, 36% des jeunes âgés de 15 à 24 ans démontraient des niveaux élevés de détresse psychologique. Aujourd'hui, en pleine période de pandémie sanitaire qui affecte le monde entier, le pourcentage de jeunes en détresse pourraient être encore plus élevée.

Le 24 avril dernier, le gouvernement du Québec a ouvert un volet temporaire au Fonds Mille et Un pour la jeunesse afin d'aider les organismes victimes de la crise COVID-19. Cette aide financière, bonifiée d'un million de dollars permettra de venir en aide aux organismes en prise avec des difficultés financière.

Considérant que la stratégie politique québécoise de la jeunesse 2016-2021 comporte cinq axes, dont un important volet porte sur la santé, quelle est l'aide ciblée aux jeunes que le gouvernement du Québec a offert aux organismes en services de santé mentale?

Quelle est la nouvelle vision et stratégie du gouvernement pour leur venir en aide?

Est-ce que le premier ministre peut s'engager à injecter des sommes d'argent au volet santé de la stratégie politique québécoise de la jeunesse?

146) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

La Presse demande de l'aide au gouvernement du Québec afin de stabiliser sa trésorerie, financer les salaires des employés et de soutenir d'autres dépenses courantes de l'entreprise.

La ministre est-elle à l'aise avec une telle demande?

Est-ce le gouvernement va accepter d'aider OBNL La Presse?

147) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Radio-Canada nous apprenait le 5 mai dernier que Québecor est en processus d'achat du Capitole de Québec. Comme le bâtiment est classé patrimonial, la ministre doit approuver cette transaction.

La ministre va-t-elle consentir à cette transaction?

148) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le gouvernement a signé une entente avec une société de production américaine de plus de 10M$ US. Lorsque les tournages vont reprendre, nous savons qu'il y aura une forte demande pour les plateaux de tournage, les équipements et les artisans.

Étant donné que les ressources seront limitées et que le gouvernement a maintenant une participation financière dans des productions américaines, lorsque la relance arrivera, quelles productions le gouvernement du Québec priorisera-t-il entre les productions québécoises et les productions américaines?

149) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Dans le secteur du cirque, plusieurs entreprises récoltaient 90% de leurs revenus autonomes par les tournées internationales.

La ministre a-t-elle un plan, dans un premier temps, pour soutenir le modèle d'affaires pendant le temps de la crise de la COVID-19 et un plan pour relancer le secteur du cirque une fois que la crise sera terminée?

150) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Durant la saison estivale, les festivals sont un moteur économique pour plusieurs régions. Étant donné que le gouvernement a annoncé l'annulation des festivals jusqu'au 31 août 2020, quand sera annoncé un plan pour leur venir en aide afin d'assurer leur pérennité?

151) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

L'industrie des salles de cinéma souhaite rouvrir pour la mi-juin. Est-ce qu'elle pourra compter sur le gouvernement pour l'appuyer dans l'application des règles sanitaires qui seront prescrites par la santé publique ainsi que lui venir en aide dans le cas où son modèle d'affaires est influencé, notamment par la distanciation sociale?

152) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Récemment, l'Association des professionnels de l'industrie de l'humour pressait le gouvernement de faire connaitre ses intentions à l'égard du déconfinement lié aux arts de la scène et à mener une réflexion quant à la reprise des activités.

Est-ce que la ministre travaille sur un plan de relance et a-t-elle l'intention de faire connaitre les orientations que devront suivre les diffuseurs au cours des prochains mois?

153) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le 10 mai dernier a eu lieu la diffusion de l'événement caritatif « Une chance qu'on s'a » sur les ondes de TVA et de Télé-Québec. Nous avons appris que cet événement avait été tenu en partenariat avec le gouvernement du Québec.

Est-ce que la ministre peut nous donner les détails de ce partenariat?

154) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le 28 avril dernier, la librairie Olivierie a annoncé qu'elle fermait ses portes définitivement après 35 ans d'existence.

Est-ce que la ministre a travaillé sur un plan ou proposé de l'aide afin de sauvegarder cette institution?

155) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

La Ville de Québec implantera pour ses citoyens des ciné-parcs gratuits l'été prochain.

Est-ce que la ministre a l'intention de soutenir cette initiative et de favoriser le déploiement de ciné-parcs gratuits dans d'autres villes et municipalités au Québec?

156) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Lors de la relance, les acteurs du milieu culturel auront besoin de protocoles sanitaires afin d'assurer la sécurité de tous.

Est-ce que le gouvernement est en lien avec les diverses associations culturelles afin de mettre en place un protocole pour chacune d'entre elles?

157) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Au cours du printemps, la ministre a procédé à des devancements d'investissements, notamment via la SODEC et le CALQ.

De quelle année financière proviennent les sommes engagées et quelle est la proportion des investissements entre les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ?

158) Mme Melançon (Verdun) – **26 mai 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le 14 mai dernier, le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor et le ministre des Finances ont annoncé un devancement des investissements de 2,9 milliards de dollars pour l'année financière 2020-2021 prévus au Plan québécois des infrastructures 2020-2030.

En lien avec cette annonce, est-ce que la ministre peut donner la proportion des investissements qui seront réalisés pour la culture et dresser la liste des projets qui seront devancés ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

a) 13 mai 2020
Loi concernant la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine – *député des Îles-de-la-Madeleine*

Interpellations

b) 26 mai 2020
Interpellation du député de Jean-Lesage à la ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *La nécessité de mettre en place Pharma-Québec afin d'assurer aux Québécoises et aux Québécois la disponibilité des médicaments, des vaccins et du matériel médical tout en réduisant les coûts d'approvisionnement.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS